

Unité départementale Anjou Maine

Saint Bartélemy d'Anjou, le 25 janvier 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **APROCHIM SA**

ZI La Promenade  
BP 13  
53290 GREZ EN BOUERE

Références : EC-2022-27-INSP-APROCHIM-Grez en Bouère-RAP publiable

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 dans l'établissement APROCHIM SA implanté ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

le 11 janvier 2022, l'inspection a été informée d'un incendie en cours au niveau de l'installation de broyage du site Aprochim.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APROCHIM SA
- ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE
- Code AIOT dans GUN : 0006301051

La société Aprochim exploite à Grez en Bouere des installations de traitement de déchets souillés aux PCB.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** visite réactive suite incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
dispositifs spécifiques au broyeur	AP Complémentaire du 29/04/2019, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale
surveillance des effets de l'incendie	AP Complémentaire du 15/11/2019, article 1	/	Mesures d'urgence

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
désenfumage	AP Complémentaire du 29/04/2019, article 2.2	/	
confinement extinction	AP Complémentaire du 29/04/2019, article 5	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection il a été constaté que suite à l'émission de fumées à l'extérieur des bâtiments, des mesures de gestion post accidentelles devaient être mises en oeuvre, notamment des prélèvements et analyses afin de vérifier l'absence d'impact dans l'environnement du sinistre.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2019, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de minimiser les risques d'effet dans l'environnement liés aux émissions de PCB et dioxines tout en respectant les dispositions spécifiques à la protection des travailleurs, l'exploitant définit des consignes spécifiques définissant les conditions d'ouverture des dispositifs de désenfumage et des portes notamment en situations accidentelles en lien avec les services de secours.
<b>Constats :</b> Le local du broyeur est doté d'une trappe de désenfumage. Pour les besoins de l'intervention, elle a été ouverte pendant une durée d'environ 1 heure. La main courante trace que cette ouverture a été réalisée après vérification auprès des opérateurs de la nature des déchets en cours de traitement dans le broyeur.  Constat lors de l'inspection que la trappe du local broyeur a été refermée et qu'il subsiste un voile de fumées résiduel dans les locaux adjacents. Cette fumée sera reprise par la ventilation générale et traitée par le dispositif de filtres après remise en service des utilités (postérieur à la visite).  L'exploitant doit ré examiner les consignes d'ouverture des trappes au vu du retour d'expérience de l'évènement pour adapter au mieux ses consignes en la matière le cas échéant. Les consignes doivent être formalisées consécutivement à ce retour d'expérience.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** dispositifs spécifiques au broyeur

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2019, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, broyage
<b>Prescription contrôlée :</b> le local broyage est équipé d'une vanne coupe-feu (fusible à partir de 70 °C) au niveau de la gaine d'extraction fermant l'extraction du dépoussiéreur.
<b>Constats :</b> ce point n'a pas pu être contrôlé lors de la visite l'exploitant apportera les justificatifs du bon fonctionnement du dispositif et de son adéquation aux risques
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** confinement extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> en matière de confinement, le site dispose en permanence d'un volume utile de 580 m3 minima pour recueillir les eaux souillées en cas de sinistre. la vanne d'entrée du bassin des eaux pluviales en exploitation normale est fermée en cas d'incendie.
<b>Constats :</b> très peu d'eau utilisée pour l'extinction capacité du bassin disponible vanne identifiée  L'exploitant vérifiera la nature des eaux recueillies dans le bassin de rétention avant décision sur leur destination. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats du contrôle et des mesures prises pour l'évacuation des eaux
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** surveillance des effets de l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/11/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnemtale
<b>Prescription contrôlée :</b> LOa société Aprochim prend les dispositions visant à limiter les émissions de PCB et dioxines furannes issues de son site dans l'environnement extérieur à l'établissement afin que les concentrations dans les herbes en PCDD/F + PCBdL à 12% d'humidité soient inférieures à la valeur de commercialisation des fourrages au niveau de l'ensemble des stations de surveillance situées à l'extérieur de la propriété du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit s'assurer de l'absence d'impact de l'incendie A cet effet, il doit faire réaliser les prélèvements et analyses nécessaires à la gestion post accidentelle Lors de la visite l'exploitant a eu un échange avec le bureau d'étude en charge de la surveillance environnementale du site qui procédera dès le 12 janvier matin aux prélèvements sur l'ensemble des stations du plan de surveillance ainsi qu'à des prélèvements sur des stations intermédiaires dans le cône du vent. Un programme d'analyses adapté des échantillons conservatoires prélevées doit être proposé. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été proposé en ce sens et communiqué en version projet à l'exploitant afin qu'il puisse faire les investigations nécessaires sans tarder.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence